

Declassified and Approved For Release 2012/04/27 : CIA-RDP82-00457R007400310007-3

150

7/60

Sur le nationalisme et l'internationalisme

LE MARECHAL JOSIP BROZ - TITO,

Sur le nationalisme et l'internationalisme

Discours
prononcé par le Maréchal Tito
à l'assemblée solennelle
de l'Académie des Sciences et des Beaux-Arts
de Slovénie.

Beograd 1948.

Declassified and Approved For Release 2012/04/27 : CIA-RDP82-00457R007400310007-3

A la séance solennelle de l'Académie des Sciences et des Beaux-Arts de Slovénie, tenue le 16 novembre 1948, à laquelle il a été élu premier membre d'honneur de l'Académie, le Maréchal Tito a prononcé le discours suivant:

Declassified and Approved For Release 2012/04/27 : CIA-RDP82-00457R007400310007-3

«Camarades Académiciens,

Il m'est difficile de trouver les mots appropriés pour vous exprimer tous mes remerciements de l'honneur insigne que vous m'avez conféré en me nommant membre d'honneur de l'Académie des Sciences et des Beaux-Arts de Slovénie .

Permettez-moi de vous dire seulement — Merci! et de vous donner l'assurance que je m'efforcerai, à l'avenir également, de justifier dans la mesure de mes modestes moyens votre haut hommage et votre confiance. Cette Académie des Sciences est la troisième qui m'investit de la haute distinction de membre d'honneur et je me pose la question: En quoi ai-je mérité cela et de quelle manière pourrai-je justifier cet hommage? Dans le passé, je n'ai rien fait de plus que n'eût pu faire tout homme décidé à consacrer sa vie au travail révolutionnaire pour le bien de la classe ouvrière, pour le bien de son peuple. Je ne saurai faire autre chose, à l'avenir, que poursuivre mon activité dans les conditions de l'édification du socialisme. Je m'y adonnerai sans ménager mes forces, car c'est là le but de ma vie.

Il serait opportun que, devant cette assemblée de savants, je dise aujourd'hui quelques mots sur le rôle de nos travailleurs scientifiques, sur leurs tâches immédiates touchant l'édification de la nouvelle

société socialiste dans notre pays. Or, comme vous le savez, j'ai déjà traité, il y a peu de jours, à la séance de l'Académie des Sciences de Serbie, la question du rôle des savants dans l'édification du socialisme dans notre pays. Je prendrai donc la liberté de vous entretenir aujourd'hui de questions qui intéressent et doivent intéresser non seulement tous ceux qui s'occupent de politique et de science sociale, mais aussi chacun de nos citoyens et, en particulier, chacun de nos savants. Il s'agit ici en premier lieu de la question des nationalités à l'époque de l'édification du socialisme dans notre pays et, ensuite, de l'évolution des relations économiques, culturelles, politiques et autres entre les pays qui édifient le socialisme. En d'autres termes, il s'agit d'examiner en quoi consistent le nationalisme et l'internationalisme. Bien entendu je n'ai nullement la prétention de penser que je pourrai vous donner ici une analyse détaillée ou des définitions conclusives de ces questions. Non. Si j'aborde ces questions, c'est uniquement dans la mesure où elles sont liées aux réalités de notre situation actuelle et où cela est nécessaire pour comprendre plus aisément certaines manifestations avec lesquelles nous sommes actuellement en conflit. La compréhension de ces manifestations peut nous servir à surmonter plus facilement les nombreuses difficultés que nous rencontrons aujourd'hui. Elle peut également nous aider à éclairer les perspectives du présent et de l'avenir, à nous montrer avec netteté que nous ne recherchons en aucune façon des voies distinctes nou-

velles, mais que nous continuons à suivre la même route que nous avons suivie jusqu'à présent vers le socialisme, tout en tenant strictement compte des questions que la vie nous pose chaque jour, auxquelles nous nous heurtons et qui ne peuvent être évitées.

Si je traite ce premier thème, celui des nationalités, ce n'est pas parce qu'il se présenterait à présent chez nous sous tel ou tel aspect. Non. La question des nationalités dans notre pays a été réglée et même très bien réglée, à la satisfaction générale de tous nos peuples. Elle a été réglée suivant les enseignements de Lénine et de Staline. Et sa solution est l'expression du caractère de notre révolution. Les succès que nous réalisons dans l'édification du socialisme sont la confirmation la plus probante de la justesse du règlement de cette question dans notre pays. A défaut d'une solution juste, c'est-à-dire de celle que nous avons adoptée, il eût été impossible de passer à l'édification du socialisme, car, sans l'unité intérieure, sans la fraternité constructive et la cohésion de nos peuples, il eût été impossible de mener à bien la reconstruction du pays, à plus forte raison la réalisation du Plan quinquennal et d'un grand nombre d'autres desseins, et de remporter les succès enregistrés jusqu'à ce jour.

Aucun pays de démocratie populaire n'est aussi multi-national que le nôtre. Seule la Tchécoslovaquie possède deux nationalités-soeurs, tandis que les autres pays n'ont que des minorités. Ces pays de démocratie populaire n'ont donc pas eu à résoudre

des problèmes aussi graves que ceux qui se sont posés devant nous. La route du socialisme est moins complexe chez eux que chez nous. Chez eux, l'élément de classe est primordial, tandis que nous avons, nous, et l'élément national et l'élément de classe. Si nous avons pu résoudre d'une manière aussi radicale la question des nationalités, c'est parce que nous l'avons fait révolutionnairement, dans le processus de la guerre de libération à laquelle ont participé tous nos peuples, à laquelle chaque peuple a fourni, dans la mesure de ses possibilités, sa part des efforts communs pour se libérer de l'occupant. Ni les Macédoniens, ni les autres peuples de Yougoslavie naguère opprimés n'ont obtenu leur liberté nationale par un décret. Ils ont combattu, les armes à la main, pour la conquérir. Le rôle du Parti communiste a consisté tout d'abord à diriger cette lutte, à se porter garant que la question nationale serait définitivement résolue, après la guerre, de la manière dont les communistes l'avaient conçue avant et pendant la guerre. Aujourd'hui, le rôle du Parti communiste dans la phase actuelle de l'édification du socialisme consiste à faire des éléments positifs nationaux un stimulant, et non un frein, à l'évolution du socialisme dans notre pays. Il consiste à veiller attentivement à ce que le chauvinisme ne se manifeste et ne se développe chez aucune des nationalités. Le Parti communiste doit s'efforcer et il s'efforce d'éliminer toutes les manifestations négatives du nationalisme et d'éduquer les hommes dans l'esprit de l'internationalisme.

Quelles sont ces manifestations du nationalisme? En voici quelques-unes: 1), l'égoïsme, qui engendre de nombreux éléments négatifs tels que la tendance à conquérir les pays des autres, la tendance à opprimer les autres peuples, la tendance à les exploiter économiquement, etc.; 2), le national-chauvinisme, d'où découlent de nombreux éléments négatifs tels que la haine nationale, la sous-estimation des autres peuples, de leur histoire, de leur culture, de leur vie scientifique, de leurs acquisitions scientifiques, etc., la glorification, dans l'histoire, de tout ce qui a été négatif et est considéré comme tel de notre point de vue marxiste.

Quels sont ces éléments négatifs? Ce sont les guerres de conquête, l'asservissement et l'oppression d'autres peuples, l'exploitation économique, l'esclavage colonial, etc.- autant d'éléments que le marxisme a traités de négatifs et qu'il a condamnés. Certes, toutes ces manifestations du passé peuvent s'expliquer; mais elle ne peuvent jamais se justifier de notre point de vue.

Dans la société socialiste, de telles manifestations doivent disparaître et elles disparaîtront. En ancienne Yougoslavie l'oppression nationale signifiait, pour la clique capitaliste panserbe, une intensification de l'exploitation économique des peuples asservis. C'est là le destin inéluctable de ceux qui sont nationalement opprimés. Dans la nouvelle Yougoslavie socialiste, l'égalité en droits de toutes les nationalités rend impossible toute exploitation économique d'une nation par une autre. Ceci est dû au

fait qu'il n'y a plus chez nous d'hégémonie d'une nation sur une autre. Une telle hégémonie entraînerait inévitablement, dans une mesure ou une autre, sous une forme ou une autre, l'exploitation économique. Ceci serait en contradiction avec les principes sur lesquels repose le socialisme. Seule une égalité économique, politique et culturelle universelle nous met à même de nous consolider toujours davantage, dans cette période d'efforts immenses déployés par notre communauté.

Nos peuples ont vécu pendant plus de vingt ans dans des conditions d'inégalité; pendant plus de vingt ans, des tentatives ont été faites pour réaliser l'unité des sommités, mais jamais celle des peuples. Pendant plus de vingt ans, la presse bourgeoise a écrit que les Yougoslaves avaient réalisé leur unité; en fait, la discorde entre les nationalités n'a cessé de s'aggraver, justement en raison de l'oppression dont elles étaient l'objet, de l'inégalité de leurs droits, de l'exploitation économique etc.

Ce n'est que dans la phase de la guerre libératrice que nous avons établi les relations entre nos peuples sur des assises différentes, nouvelles, meilleures. Nous nous sommes désunis pour la forme afin de mieux nous unir en réalité. Dans notre communauté actuelle, les droits des grandes et des petites nationalités sont reconnus sur un pied d'égalité. Il n'y a plus chez nous d'hégémonie d'une nation sur une autre. Et c'est justement ce qui nous rend si fermes et si monolithiques.

En examinant notre Plan quinquennal et nos budgets, on constate que tout est mis en oeuvre dans notre pays pour relever au plus tôt et dans la plus grande mesure possible précisément les républiques les plus retardataires et pour permettre à des républiques telles que la Slovénie, la Croatie et la Serbie de prêter une aide des plus vastes aux républiques moins avancées comme la Macédoine, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine. Tous les efforts tendent à rapprocher ces républiques le plus rapidement possible du niveau des républiques plus évoluées. Ceci revêt une importance considérable pour notre communauté socialiste et nos peuples l'ont compris comme il se doit. Alors qu'en ancienne Yougoslavie on imposait de force divers fonctionnaires et dirigeants à d'autres nationalités qui, de leur côté, les considéraient à bon droit comme des oppresseurs et les haïssaient à ce titre, aujourd'hui, par exemple, les républiques des nationalités en question réclament constamment des cadres de dirigeants et de spécialistes aux républiques plus évoluées. En quoi la situation se trouve-t-elle donc modifiée? Dans le fait que les cadres de dirigeants et de spécialistes tendent uniquement à prêter leur concours à l'appareil économique et étatique, à aider à l'habilitation des cadres locaux dont la pénurie se fait sentir dans certaines républiques, précisément en raison de la politique d'oppression des régimes révolus. L'aide ainsi comprise donne des résultats excellents. Des forces créatrices immenses se révèlent chez tous nos peuples. Il suffit de citer la Macé-

coïne, qui ne cesse d'obtenir des résultats remarquables dans ce domaine.

Nos peuples ont déjà atteint un tel degré de conscience qu'ils ont compris qu'ils ne peuvent pas se passer l'un de l'autre. Ils ont compris que notre communauté est la condition de notre développement général — économique, culturel, politique, etc. Ils ont compris qu'elle est la condition de l'édification du socialisme dans notre pays, la condition de la sauvegarde de son existence et de son évolution pacifique.

Ce serait, bien entendu, une erreur de croire que l'unité est déjà entièrement réalisée dans notre pays sur la base de la conscience socialiste; elle ne sera pas réalisée, aussi longtemps que durera la lutte de classes et que nous aurons des éléments qui freineront le développement du socialisme dans notre pays. Mais le principal est acquis, à savoir que la majorité immense des travailleurs de notre pays est parvenue à ce degré de conscience et que la victoire du socialisme dans notre pays est assurée de ce fait.

Camarades Académiciens, je viens de consacrer quelques mots à la question nationale dans notre pays, au processus de nos relations intérieures, au développement de notre communauté étatique; permettez-moi maintenant de vous entretenir succinctement des relations entre les pays socialistes.

Que devraient être, à mon avis, les relations entre les pays socialistes à une étape donnée de l'évolution du socialisme dans le monde? Le marxisme-léninisme a résolu, en théorie et en pratique,

la réalisation du socialisme en tant que système et en tant que nouvelle forme sociale. En Union Soviétique, ce système s'est révélé dans toute sa valeur comme l'ordre social le meilleur et le plus équitable. A l'heure actuelle, en Yougoslavie, nous édifions aussi le socialisme, ce que font également, avec plus ou moins de succès, les autres pays de démocratie populaire; toutefois, la question des relations devant exister entre les pays qui édifient le socialisme n'a pas été, n'a pas pu être élaborée en théorie. Lénine et Staline indiquent dans leurs oeuvres — et cela s'est réalisé plus tard en URSS — qu'il est possible de réaliser le socialisme dans un pays séparément. En affirmant cela, ils pensaient en premier lieu à l'Union Soviétique, mais ils n'ont dit nulle part que cela n'était plus possible ailleurs qu'en Union Soviétique. Pour ne pas parler d'autres pays, je puis vous dire que cela s'est également révélé tout à fait possible chez nous, en Yougoslavie, bien que cela nous soit contesté par divers piliers de la sagesse, qui fouillent infatigablement dans les ouvrages scientifiques de Marx, Engels, Lénine et Staline pour y trouver des citations à l'appui de leurs conceptions erronées. Il se trouve aussi des écrivains qui ne cessent de hocher la tête et de parler en l'air: Cela ne se peut pas, cela ne se peut absolument pas. Tout ceci uniquement parce que ce sont eux qui le disent, et qu'ils veulent qu'il en soit ainsi. Or, la réalité est plus forte que leurs désirs stériles, les faits ont plus de poids que les diverses allégations, quelque obstinées et malintentionnées qu'elles soient . . . Nous n'en

continuons pas moins à édifier efficacement et sûrement le socialisme, non par défi, mais parce qu'il s'agit d'une nécessité historique; nous l'édifions, profondément convaincus que sa réalisation sera non seulement d'une grande utilité pour nos peuples, mais qu'elle servira d'exemple aux autres peuples.

Je dois souligner ici le fait que nous édifierions le socialisme dans notre pays plus vite et plus aisément encore, si nous n'étions pas entravés dans notre oeuvre par certains dirigeants des pays de démocratie populaire. Il est certain que l'attitude adoptée contre notre pays par des personnalités responsables, des communistes, n'est pas conforme aux relations qui devraient exister entre des pays socialistes.

Je dois avouer que nous sommes vivement surpris par l'acharnement et l'absence de scrupules dont témoignent les attaques dirigées contre notre pays. Cela est d'autant plus singulier qu'il en découle un préjudice énorme pour le mouvement ouvrier international. Or, ce n'est pas le fait que nous voulons édifier et sommes en train d'édifier le socialisme dans notre pays qui porte préjudice au mouvement ouvrier international, mais bien les divers procédés inqualifiables dont on use à notre égard, les divers mensonges que l'on s'obstine à propager contre nous, et dont l'inexactitude a tôt fait d'être dévoilée. Ce n'est donc pas de cela qu'on peut nous accuser.

Un pays comme le nôtre, qui a tant souffert pendant la guerre, ne devrait pas être traité de la sorte. Aux peuples qui ont tant enduré il faut offrir

des possibilités et non poser des entraves dans les efforts qu'ils déploient pour sortir le plus rapidement possible de leur misère. Or, cela n'est possible que par l'industrialisation rapide et l'édification du socialisme dans notre pays. Nos travailleurs ont le droit de mettre à l'épreuve et de vérifier leurs capacités et leur vitalité, puisqu'ils se sont enfin affranchis de l'oppression nationale et sociale. Ceci est nécessaire pour plusieurs raisons: premièrement, pour qu'ils acquièrent la conviction qu'ils sont capables de construire la nouvelle société socialiste; deuxièmement, pour que dans cet essor créateur parvienne à maturité leur conscience socialiste et qu'ils en extirpent tous les éléments négatifs, étrangers au socialisme.

La question de l'unification des pays socialistes est une chose complexe. Il ne s'agit pas seulement des hommes aux postes de direction, de la question de savoir s'ils sont pour ou contre. Il s'agit d'un processus plus long, qui doit mûrir dans les esprits tout au moins de la majeure partie des travailleurs et à un tel point qu'ils en arrivent à admettre la nécessité et les bienfaits tant de leur point de vue national que du point de vue international. En ceci, jusqu'à cette unification, les relations économiques jouent un rôle tout particulier — à savoir, sur quelle base elles sont établies et comment elles évoluent. Les relations économiques entre les pays socialistes reposent encore aujourd'hui sur la base capitaliste des échanges de biens. Rien n'a encore été changé dans ce domaine. Il va de soi que de pareilles rela-

tions ne servent pas de stimulant à un rapprochement toujours plus étroit des pays socialistes. Cela est compréhensible jusqu'à un certain point, si l'on prend en considération que la plupart des pays dont il est ici question, ont été ravagés par la guerre et s'efforcent de se relever au plus tôt de leurs ruines. Tout cela est compréhensible, mais ce qui ne l'est pas, c'est que, dans la question des échanges de biens, c'est-à-dire du commerce, les pays de démocratie populaire aient adopté à l'égard de la Yougoslavie une attitude pire qu'envers un pays capitaliste quelconque. Or, nous n'avons jamais exigé de personne qu'il soit fait quelque exception que ce soit en notre faveur dans ce domaine; et c'est justement pour cette raison que nous avons dû prendre diverses mesures afin de surmonter toutes les difficultés qui se présentent devant nous. Ce faisant nous n'avons jamais rien fait qui eût différé des procédés de nos alliés de l'Est, c'est-à-dire que nous n'avons fait que ce que faisaient les autres pays de démocratie populaire. Si cela n'a pas plu à quelqu'un, c'est là qu'il faut rechercher les prétextes des attaques contre notre pays, et non inventer des choses qui n'existent pas.

Ce sont ces questions, que je viens de mentionner qu'il faudrait aborder et résoudre courageusement, tout au moins en partie s'il est impossible de le faire intégralement.

C'est là que réside l'essence de tout, et non dans une déviation de notre part de la voie du socialisme.

Et maintenant quelques mots sur l'internationalisme et le nationalisme, sur un thème, donc, que l'on mentionne souvent aujourd'hui à propos des attaques dont notre pays est l'objet.

L'internationalisme n'est pas une conception abstraite. Il doit reposer sur des faits et pas uniquement sur des mots. L'internationalisme est basé sur des actes, sur la manière dont la classe ouvrière — la classe la plus avancée, — ou les pays qui s'acheminent déjà vers le socialisme, c'est-à-dire qui l'édifient, comprennent leurs propres intérêts: s'ils les considèrent comme une partie des intérêts généraux ou comme leurs intérêts nationaux et étatiques dans le sens étroit du mot, si cette classe ou cet Etat s'intéresse ou non à ce qui se passe dans d'autres pays — avec la classe ouvrière d'autres pays et d'autres Etats semblables, s'ils se réjouissent ou non des succès remportés dans d'autres pays qui s'acheminent vers le socialisme? Nous avons déjà indiqué plus haut quelles sont les caractéristiques essentielles du nationalisme. Quant à celles de l'internationalisme, on peut les voir dans la pratique quotidienne — si la classe la plus avancée ou l'Etat qui va vers le socialisme soutient ou aide le mouvement avancé ou l'Etat qui a besoin de ce soutien et de cette aide. Il est également important de voir dans quelle mesure se donnent cette aide et ce soutien. Aider dans la mesure de ses possibilités les mouvements progressistes dans le monde ou les autres pays socialistes auxquels ce concours est indispensable, voilà

ce qui s'appelle de l'internationalisme dans la propre acception du terme.

On ne cesse de nous reprocher que nous sommes nationalistes, sans pour cela fournir une seule bonne raison à l'appui de cette allégation infondée. Quelle a été notre attitude à ce point de vue dans la guerre de libération? Internationaliste, bien sûr, car nous avons fait consciencieusement notre devoir, non seulement du point de vue nationaliste, mais aussi internationaliste. Quelle a été notre attitude après la fin des hostilités? Internationaliste, bien sûr, car nous avons aidé de toutes nos forces les pays de démocratie populaire qui ont eu besoin de notre aide, qu'ils l'aient demandée ou non. Nous n'avons jamais hésité à prêter toute l'aide possible aux mouvements progressistes dans les autres pays qui ont eu besoin de notre aide, qu'ils l'aient demandée ou non. Nous n'avons pas même changé d'attitude à l'heure actuelle.

Quant à savoir si nous sommes, oui ou non, nationalistes, je puis dire ceci: nous sommes nationalistes dans la mesure où il est nécessaire de développer chez nos peuples un patriotisme socialiste sain, et le patriotisme socialiste est, dans son essence, internationaliste. Le socialisme n'exige pas de nous que nous renoncions à l'amour de notre pays, de notre pays socialiste, de nos peuples. Il n'exige pas de nous que nous ne mettions pas tout en oeuvre pour édifier au plus vite notre pays socialiste, afin de créer les meilleures conditions d'existence possible à nos travailleurs. Notre élan créateur dans

l'édification de notre pays, c'est-à-dire l'élan créateur de nos ouvriers, de notre jeunesse, de nos intellectuels dévoués au peuple, de tous les paysans et citadins laborieux qui dans le Front populaire apportent leur contribution bénévole à cette édification, ne peut être qualifié de déviation nationaliste. Non, c'est du socialisme patriotique qui est, de par son essence, profondément internationaliste, ce dont nous sommes fiers.

Je n'ai fait qu'effleurer ces questions, c'est-à-dire que je n'ai cité que quelques exemples. Je n'ai pas exposé concrètement l'essence des divers obstacles et des procédés incorrects dont notre pays fait l'objet de la part des pays de démocratie populaire, c'est-à-dire de tous ceux qui ne devraient, en aucun cas, agir de la sorte. Je réserve tout cela pour une autre fois et bien que cela eût pu momentanément faire plus de lumière sur l'ensemble de la question, il en résulterait, dans les circonstances actuelles, plus de tort que de bien pour la cause commune.

Camarades Académiciens, vous vous demanderez peut-être pourquoi je vous ai entretenus aujourd'hui précisément de ces questions. J'ai estimé utile de les soulever devant cette haute assemblée, car elles sont intimement liées à la réalité actuelle de notre pays, à notre vie sociale. Elles sont en corrélation étroite non seulement avec la question de l'édification victorieuse du socialisme dans notre pays, mais avec celle de l'évolution ultérieure du socialisme dans le monde. Le monde progressiste observe avec attention les pays qui sont en train d'édifier chez

eux l'ordre social le plus avancé, le socialisme, mais il suit avec le même intérêt les relations que ces pays établissent entre eux. Or, les forces les plus progressistes du monde ne sont pas les seules à suivre avec attention le cours des événements dans les pays socialistes; il ya aussi les forces réactionnaires du monde qui tentent sans aucun doute de tirer profit de toutes les manifestations négatives qui apparaissent dans les rapports entre pays socialistes. La question de ces rapports n'est pas une chose si simple, une chose qui peut intéresser, qui ne concerne que les pays socialistes ou, plus exactement, les pays qui édifient le socialisme. Non. Cette question a une portée immense du point de vue international. A une étape donnée de l'évolution sociale mondiale, alors que des pays capitalistes existent parallèlement aux pays socialistes, qu'il y a encore des peuples nationalement opprimés, que sévit encore un asservissement colonial impitoyable, etc., les relations entre les pays qui édifient le socialisme doivent être ordonnées de manière à encourager tous les peuples, et principalement les petits, dans la lutte pour leur liberté nationale et sociale et pour leur égalité en droits. Ces relations doivent servir d'exemple, ou plus exactement de stimulant à l'évolution ultérieure du socialisme dans le monde, et non de frein à cette évolution.

Je désirerais en terminant vous dire que votre rôle, le rôle des savants, revêt, soit directement, soit indirectement, une importance extrême dans la solution de toutes ces questions. Il serait erroné de

croire que cela ne concerne que quelques personnalités dirigeantes. Non. Ces questions doivent intéresser tous nos citoyens laborieux et surtout vous, hommes de science, car elles ne pourront être résolues correctement que si nous prouvons notre bonne foi par des actes, c'est-à-dire si, sans reculer devant aucune difficulté, nous concentrons toutes nos facultés mentales et physiques en vue de l'exécution du Plan quinquennal, de l'édification du socialisme dans notre pays. Ces questions seront liquidées le jour où nous aurons atteint ce but, c'est-à-dire lorsque nous aurons réalisé de meilleures conditions d'existence, économiques et culturelles, aux citoyens de notre patrie socialiste. Dans la réalisation de ce dessein vous avez, vous, savants, une tâche auguste et honorable que vous accomplirez, j'en ai la conviction, non seulement dans l'intérêt de nos peuples mais aussi dans l'intérêt de l'internationalisme.

Vous, savants, avez un grand rôle à jouer dans les efforts déployés en vue non seulement d'empêcher que la solution correcte de la question nationale dans notre pays soit entravée dans son cours, mais aussi de développer les relations entre nos peuples dans le sens d'une unité culturelle et spirituelle de plus en plus étroite et d'éliminer les divers éléments négatifs du nationalisme qui freinent encore nos efforts dans l'édification du socialisme dans notre pays.»

La fin du discours du maréchal Tito a été saluée par les acclamations nourries et prolongées de toute l'assemblée.